

Revendications politiques de Foodsharing Luxembourg

Note de synthèse

<https://www.foodsharing.lu/fr/revendications-politiques/>

Résumé exécutif

Le gaspillage alimentaire constitue au Luxembourg un problème environnemental, climatique et sociétal majeur. De grandes quantités de denrées encore consommables sont perdues tout au long de la chaîne de valeur. Les mesures volontaires se révèlent insuffisantes. Foodsharing Luxembourg appelle à des mesures politiques contraignantes afin de réduire efficacement le gaspillage alimentaire, préserver les ressources et soutenir les objectifs climatiques.

Contexte

Le gaspillage alimentaire génère d'importantes émissions de gaz à effet de serre et entraîne un gaspillage inutile d'eau, d'énergie et de surfaces agricoles. Au Luxembourg, la majorité des pertes survient dans les ménages, mais le commerce, la restauration et la production y contribuent également de manière significative. Des exemples internationaux et des recommandations européennes montrent que des cadres juridiques clairs, un suivi public et la sensibilisation sont essentiels pour progresser et atteindre l'objectif de développement durable SDG 12.3.

Problèmes

Les conditions actuelles favorisent le gaspillage alimentaire, car :

- des aliments encore consommables sont éliminés pour des raisons économiques ou juridiques,
- la date de durabilité minimale entraîne des incompréhensions et des erreurs d'interprétation,
- la sécurité juridique pour le don et le partage d'aliments manque de simplicité,
- les pertes alimentaires sont insuffisamment mesurées et peu transparentes,
- les actions de sensibilisation restent peu efficaces.

Solutions

Foodsharing Luxembourg propose un ensemble de mesures ciblées et applicables :

1. **Réductions de prix obligatoires** pour les aliments proches de la date de durabilité minimale ou de la date limite de consommation, ainsi que pour les produits non conformes aux normes esthétiques mais encore consommables.
2. **Obligation de don des aliments encore consommables** dans le commerce et la production, accompagnée d'une interdiction d'élimination.
3. **Sécurité juridique pour le partage alimentaire**, incluant le non-engagement de responsabilité pour les entreprises donatrices et les tiers qui redistribuent.
4. **Renforcement de la campagne Antigaspi**, notamment par l'éducation, les programmes scolaires et une sensibilisation publique régulière.
5. **Réforme de la date de durabilité minimale au niveau de l'UE**, a minima via un étiquetage clair, harmonisé et compréhensible.
6. **Mise en place d'un suivi public obligatoire** des pertes et gaspillages alimentaires sur l'ensemble de la chaîne de valeur.
7. **Objectif juridiquement contraignant de réduction** de 50 % du gaspillage alimentaire tout au long de la chaîne de valeur d'ici 2030.
8. **Intégration de la réduction du gaspillage alimentaire dans les politiques climatiques.**
9. **Soutien financier ciblé** aux projets, entreprises et initiatives de la société civile œuvrant à la prévention des pertes alimentaires.
10. **Mesures immédiates pour la restauration**, telles que des portions flexibles, des systèmes de précommande et l'obligation de contenants réutilisables.

Ces mesures permettent une réduction mesurable du gaspillage alimentaire, renforcent la protection du climat et positionnent le Luxembourg comme précurseur au niveau européen.